

MOUSSA TOUATI ANNONCE SES PRÉTENTIONS POUR 2009

«Je suis un chasseur, pas un lièvre»

Le président du Front national algérien a indiqué, hier, que sa participation à l'élection présidentielle de 2009 figurait parmi les recommandations du dernier congrès de son parti. Mais Touati refuse d'être le «lièvre» d'un autre candidat.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) -

Moussa Touati, qui animait hier une conférence de presse au siège de son parti, s'est dit fermement décidé à ne pas jouer les seconds rôles lors de la présidentielle. Selon lui, il ne sera le «lièvre» d'aucun autre candidat. «Je suis un chasseur et non pas un lièvre. C'est l'honneur d'une nation que nous aurons à défendre, ce n'est pas un jeu. Il faut que tout le monde sache que le Front national algérien est constitué d'hommes et de femmes acharnés et convain-

cus», a-t-il affirmé. Pourtant, à entendre Touati, cette élection devrait servir, tout au plus, de baromètre politique. «Lors de notre dernier congrès, la participation à l'élection présidentielle figurait parmi les recommandations finales. Après avoir obtenu des résultats encourageants lors des élections locales et législatives, il nous semble important d'aller vers l'échéance de 2009 pour connaître notre position sur la scène politique.»

Dans ce cadre, Moussa Touati a annoncé la tenue d'une série

de conférences régionales qui débiteront au mois d'octobre pour s'achever fin novembre. Ces conférences seront l'occasion de dresser le bilan des activités des élus locaux et nationaux du FNA.

Quant à la lancinante question de la révision de la Constitution, le président du FNA a rappelé que son parti s'opposait à un amendement par voie parlementaire.

«La crise que vit l'Algérie est avant tout due au manque de confiance entre gouverneurs et gouvernés. Nous devons faire en sorte que les citoyens restent souverains pour qu'il n'y ait pas de violation de l'esprit de la Constitution.»

Toujours à propos de la crise, «qui remonte à

octobre 1988», Touati a appelé à l'organisation d'une conférence nationale qui réunirait l'ensemble des protagonistes.

Y compris les responsables du FIS dissous ? «Je ne suis contre personne. Mais s'il y avait eu une stricte application de la Constitution, nous n'aurions pas eu création de partis politiques en contradiction avec la loi fondamentale. Je suis uniquement pour l'application des lois de la République.» En légaliste, Touati critiquera également la politique de réconciliation nationale de Bouteflika. «Nous aurions pu éviter cette réconciliation nationale si nous nous étions contentés d'appliquer clairement les lois.»

T. H.

SUITE AUX DERNIÈRES AVERSES

Le boulevard de l'ALN inondé

Les pluies qui se sont abattues sur Alger durant la matinée d'hier n'ont pas manqué de provoquer de gros embouteillages.

Nabil M. - Alger (Le Soir) - Les averses qui se sont déversées sur la capitale ont bloqué quelques axes routiers importants. C'est notamment le cas au boulevard de l'ALN.

De grosses flaques d'eau se sont constituées, transformant la chaussée en une énorme retenue d'eau. D'énormes bouchons se

sont formés le long de cet axe précis ainsi que plusieurs autres à différents endroits de la capitale. La rentrée des classes aidant, le flux routier a été très dense. Le spectacle ressemblait aux plus mauvais jours des inondations.

Il va sans dire que ces pluies n'étaient que de faibles averses, il n'en demeure pas moins qu'elles ont réussi à créer une situation de blocage.

D'aucuns se sont demandés si les services concernés par l'entretien des voiries se sont préparés à l'arrivée du mauvais temps.

Contactés par nos soins, des responsables de l'Office national de l'assainissement ont affirmé que les points noirs sont catalogués. Les moyens humains et matériels sont réquisitionnés pour faire face aux situations urgentes. Aussi, on a appris que des équipes de veille dotées de matériel de pompage vont être affectées aux endroits concernés par les crues. En attendant, il paraît que de nombreux regards sont obstrués et qu'il convient de prendre en charge avant qu'il ne soit trop tard.

N. M.

GROUPE FERPHOS

Chakib Khelil s'en mêle

Un mois, jour pour jour, depuis la révélation à l'opinion publique de l'affaire dite «groupe Ferphos», le ministère des Mines et de l'Industrie via son plus haut responsable, M. Chakib Khelil, a réagi.

Il a demandé et obtenu, la semaine dernière, que lui soit remis le dossier complet pour s'en imprégner. Pour, à la lecture des conclusions des commissaires aux comptes qu'il contient, prendre les dispositions administratives nécessaires. Sa démarche est intervenue quelques jours après la réunion à Annaba des présidents-directeurs généraux des 6 filiales du groupe. Elle est également intervenue avec la décision du haut lieu de dessaisir du dossier la gendarmerie. L'enquête a été mise entre les mains des éléments de la brigade économique de la Sûreté de wilaya d'Annaba. Conformément au vœu du haut lieu, il s'agit d'aller vite en besogne pour, certainement, limiter les dégâts d'une affaire à broyer les destins. Pour cause, le préjudice financier que les commissaires aux comptes et les experts ont dénoncé et qui, en conformité avec les dispositions de loi régissant leur mission, ont

saisi par la suite la justice.

Les premières estimations ont par la suite évalué à des centaines de milliards de dinars. L'affaire est d'autant plus grave qu'elle est mise au jour non pas par des syndicalistes irrévérencieux, mais par des commissaires aux comptes et experts-comptables assermentés. C'est justement sur la base de leurs conclusions que le directoire de la Société de gestion des participations s'est prononcé. Il l'a fait, à la fois, sur la forme et sur le fond du dossier auquel les commissaires aux comptes et experts avaient arrimé leurs premières investigations. Autre rebondissement dans cette affaire, la désignation de nouveaux experts. Assistés de commissaires aux comptes, ils ont pour mission d'éplucher un à un les comptes du groupe et de ses filiales depuis leur création. En tête de liste, les filiales entreprises publiques économiques Ferbat et Sotramine.

Il y a également ces pseudo certifications ISO. Selon des indiscrétions proches de la SGP Somines, elles auraient été offertes à la veux-tu en voilà, en contrepartie de fortes sommes payées en euros.

Et lorsque Ferbat, spécialisée dans la construction, bénéficie de ce type de certifications, alors qu'elle est annuellement sous perfusion financière depuis sa création, il y a lieu de se poser des questions. Suit le dossier de cette société privée spécialisée en communication. Le gérant, qui a la chance d'avoir pour papa un ancien nabab et le sens des «affaires», a perçu en une seule fois 6 000 euros pour un travail de «communication» réalisé sans aucun bon de commande.

Nuitées par centaines dans un hôtel de luxe à Alger par-ci, autres centaines de nuitées également dans un autre hôtel de luxe toujours à Alger par-là, des villas et des logements en duplex, salaires mirobolants, voitures de service haut de gamme, portables de la plus haute technologie, le tout pour les chefs exclusivement. Les commissaires auront certaine-

ment du pain sur la planche pour séparer le bon grain de l'ivraie. Ils devront également chercher des explications documentées à la mise en réforme, une année après leur acquisition, en 2006 de 17 camions semi-remorques acquis en leasing. Les mêmes comptables se pencheront certainement sur les situations salariales des travailleurs. Telles celles de la centaine de chauffeurs de Sotramine qu'on recrute ou licencie à tour de bras.

Les experts chercheront aussi pourquoi cette entreprise force les chauffeurs mal payés à effectuer 3 rotations par jour et sans interruption Tébessa-port d'Annaba (plus de 2 100 km). «Nous percevons un salaire un peu plus élevé que le minimum garanti par l'Etat et 200 DA/jour pour la restauration.

Cette charge de travail excessive est à l'origine de nombreux accidents ou détérioration des camions», révèle un des syndicalistes. Il a ajouté : «Profitant de la peur du non renouvellement de leur contrat de travail, qui dépasse rarement 3 mois, un trio de personnes manipulées par la

direction générale impose aux chauffeurs de signer une motion de défiance vis-à-vis de leur syndicat. Nous avons la preuve du chantage qu'ils exercent sur eux», avoue le même syndicaliste. Il a été licencié à l'issue d'un contrat de quelques mois non renouvelé.

C'est cette catégorie de travailleurs qui aurait mérité un communiqué de soutien du secrétaire général du syndical de l'entreprise.

Celui paru sur *Le Soir d'Algérie*, signé par ce même secrétaire général, s'il apporte une déclaration de fidélité au P-dg du groupe, ne dit rien et n'apporte aucune preuve sur ceux qui, selon son signataire, sont les auteurs de : «... une campagne médiatique orchestrée et dirigée sournoisement à partir des coulisses de la SGP Somines et autres...» Ne sont-ce pas les commissaires aux comptes et les experts-comptables et non la SGP qui ont révélé et dénoncé auprès de la justice ce qui s'apparente à une véritable gabegie des deniers de l'Etat ?

A. Djabali

BÉCHAR

Le chef de la daïra de Lahmar condamné à trois ans de prison

Le chef de la daïra de Lahmar, localité située à 30 km au nord du chef-lieu de la wilaya de Béchar, a été condamné, mardi dernier, par le tribunal à trois années de prison ferme. Ce cadre de l'Etat avait été arrêté «en flagrant délit de corruption» au début du mois de juin. Des membres des services de sécurité avaient, en accord avec un entrepreneur, tendu une souricière à l'indélicat chef de daïra au niveau de la gare routière.

L'entrepreneur lui aurait remis la somme de 10 millions de centimes, après que les billets eurent été photocopiés. On affirme aussi qu'un entretien par téléphone entre l'entrepreneur et le chef de daïra a été enregistré. Rappelons que cette arrestation a suscité de nombreuses réactions à Béchar. Certains parlent d'«un coup monté pour faire taire cette grande gueule».

Liès Mourad

VISITE DE SIDI-SAÏD, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UGTA, À TIZI-OUZOU

Le VRP de la souveraineté économique

Lors de sa visite d'unités industrielles de la wilaya de Tizi-Ouzou qu'il a choisies pour marquer la rentrée syndicale et sociale, Abdelmadjid Sidi-Saïd s'est fait, volontairement, le VRP du nouveau discours économique du gouvernement. En effet, il a plaidé pour le retour et le renforcement de l'activité économique du secteur public.

Le patron de l'UGTA s'est montré très satisfait et en totale harmonie avec les nouvelles options économiques du gouvernement. Des options annoncées en pointillés et qui prennent peu à peu effet, depuis le retour d'Ahmed Ouyahia aux commandes. Sidi-Saïd s'est fait fort de donner plus de sens et de lisibilité dans son discours et ses discussions avec les syndicalistes de Tizi-Ouzou et les cadres gestionnaires des entreprises publiques visitées à ces nouvelles options économiques.

«Nous adhérons à la décision du gouvernement de réserver à l'Etat une prise de parts de 51% dans toute démarche de partenariat ou de privatisation des entreprises publiques», dira Sidi-Saïd qui n'a pas manqué de «saluer» le président de la République qui, selon lui, est pour le retour de l'activité économique du secteur public. Un choix que le secrétaire général de l'UGTA est plus que jamais décidé à accompagner et qui constitue pour lui un enjeu syndical et économique puisque c'est «un facteur de croissance économique hors hydrocarbures», dira-t-il.

S. A. M.